

# GRAND CALAIS

Terres & Mers



## **Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers**

76 boulevard Gambetta  
CS 40021  
62101 CALAIS

### **Pôle des Moyens Opérationnels**

**Gestion et Maintenance des  
Espaces Publics et des Réseaux**

**Marché d'entretien des espaces verts des  
espaces communautaires récemment créés  
ou transférés à Grand Calais, Terres &  
Mers**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

# SOMMAIRE

Article 1.	Objet, forme et durée du marché.....	3
1.1	Objet des prestations .....	3
1.2	Tranches et Lots .....	3
1.3	Forme du marché .....	3
1.4	Durée du marché .....	3
Article 2.	Documents contractuels .....	3
Article 3.	Délai d'exécution.....	4
Article 4.	Conditions d'exécution.....	4
4.1	Bons de commande .....	4
4.2	Emballage .....	4
4.3	Transport .....	4
4.4	Mode d'exécution .....	4
4.5	Lieu d'exécution des prestations .....	4
4.6	Surveillance en usine .....	5
4.7	Opérations de vérifications .....	5
4.8	Décisions après vérification, l'admission :.....	5
Article 5.	Clauses D'insertion par L'Economie .....	6
Article 6.	Garantie technique .....	6
Article 7.	Retenue de garantie.....	9
Article 8.	Marchandises remises au titulaire.....	9
Article 9.	Prix.....	9
9.1	Forme des prix .....	9
9.2	Variation des prix.....	9
9.2.1	Mois d'établissement du prix du marché.....	9
9.2.2	Type de variation des prix.....	9
Article 10.	Délai de paiement .....	10
Article 11.	Avance .....	10
Article 12.	Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde .....	11
Article 13.	Droit, Langue, Monnaie .....	11
Article 14.	Pénalités .....	12
Article 15.	Formation.....	12
Article 16.	Résiliation du marché .....	12

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## **Article 1.   Objet, forme et durée du Marché**

### **1.1 Objet des prestations**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Marché de prestations liées à l'entretien des espaces verts des espaces communautaires nouvellement créés ou transférés à Grand Calais, Terres & Mers.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 Tranches et Lots**

Les prestations sont divisées en lots définis comme suit :

- Lot N°1 : zone d'activité les terrasses de Coquelles,
- Lot N°2 : divers sites, composé une tranche ferme et une tranche optionnelle,
- Lot N°3 : ouvrages d'assainissement.

### **1.3 Forme du Marché**

Marché ordinaire.

### **1.4 Durée du Marché**

Le Marché commence à sa notification jusqu'au 20 juillet 2018.

## **Article 2.   Documents contractuels**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- ♦ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ♦ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), un par lot ;
- ♦ Les bordereaux des prix unitaires et détail estimatif, un par lot ;
- ♦ le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés CCTG Fascicule 35 "travaux d'Espaces verts, d'aires de sports et de loisirs - Tome 1 et 2" ;
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- ♦ le mémoire technique ;

### **Article 3. Délai d'exécution**

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution et le soumettre au visa de Grand Calais, Terres et Mers dans le délai de quinze (15) jours suivant la notification du Marché.

### **Article 4. Conditions d'exécution**

#### **4.1 Bons de commande**

Pas de stipulations particulières.

#### **4.2 Emballage**

Sans objet.

#### **4.3 Transport**

Sans objet.

#### **4.4 Mode d'exécution**

Les prestations d'entretien sont exécutées conformément au CCTP.

#### **4.5 Lieu d'exécution des prestations**

**Lot N°1** : zone d'activités les terrasses, avenue des longues pièces à Coquelles.

**Lot N°2** : divers sites :

- ZAL des Pins, ZAC des pins de Transmarck à Marck,
- Zones des dunes Tranche 1, rue des garennes à Calais,
- Berges et canaux, berges du canal de Calais entre Calais et Coulogne,
- Patios de l'école d'art à Calais,
- Cour de la maison de gardien de la STEP Monod à Calais,
- Cour du bâtiment archéologie, rue des Oyats à Calais,
- Aéroport de Calais-Marck à Marck,
- Cours des maisons au 667 et 845 rue Didier Daurat à Marck,
- Cour de la piscine Emile Ranson, rue Philippine de Hainaut à Calais,
- Zone d'Activités de la Turquerie à Marck, Zone en création, réceptions des travaux prévue en juin 2017 et juin 2018 (Tranche conditionnelle).

**Lot N°3** : les Ouvrages d'Assainissement :

Pour l'entretien des espaces verts :

- Poste clos St Exupéry rue Malraux à Calais,
- Poste Pont du Leu, chemin des Régniers à Calais,
- Poste des Antilles, angle des Antilles et la Route de Coulogne,
- Bassin Décathlon, rue Danton, Zone d'Activités des Cailloux à Calais,
- Poste Camille Desmoulins, angle rue du Beau Marais et Camille Desmoulins,
- Poste des Anciens Combattants, rue du même nom à Coulogne,
- Poste du Moulin Angle des rue du Moulin et Henri Sainsard à Coulogne,
- Poste des Paquettes, rue du même nom à Coquelles,
- Poste Beugnet cour de Eiffage avenue du Général de Gaulles, à Coquelles,
- Poste TML Cottage, Face à la salle des fêtes, rue de l'église, RD 243 à Sangatte,
- Poste des bleuets au niveau du 368 rue Curie à Marck,
- Poste des Naïades, face au 302 rue Paul Emile Victor à Marck,
- Poste des Driades 3B, 249 rue des avocettes à Marck,

Pour la propreté des sites :

- Bassin de rétention des eaux pluviales du canal des crabes, rue de Valmy à Calais ;
- Bassin de rétention des eaux pluviales, Zone Curie, au bout de la RD 245 accès autoroute entrée et sortie Saint pierre, à Calais ;
- Bassin de rétention des eaux pluviales niveau Décathlon, Zone d'Activités des Cailloux, à Calais.

#### **4.6 Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **4.7 Opérations de vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG/FCS.

#### **4.8 Décisions après vérification. l'admission :**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG/FCS, par Monsieur Serge ROUGEAUX.

## **Article 5.   Clauses D'insertion par L'Économie**

La Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public la réalisation d'heures d'insertion.

Ces heures sont liées aux prestations des lots suivants :

- Lot 1 : Les Terrasses (les candidats doivent proposer directement sur l'acte d'engagement un nombre d'heures d'insertion entre 45 heures minimum et 90 heures maximum)
- Lot 2 : Divers sites (les candidats doivent proposer directement sur l'acte d'engagement un nombre d'heures d'insertion entre 140 heures minimum et 210 heures maximum)
- Lot 3 : Ouvrages d'assainissement (les candidats doivent proposer directement sur l'acte d'engagement un nombre d'heures d'insertion entre 45 heures minimum et 90 heures maximum)

La société qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 3 du règlement de la consultation précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

La Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et mise en œuvre de ce dispositif.

**ATTENTION :**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS A CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA  
DECLAREE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

## **5.1 - L'engagement d'insertion :**

Les candidats doivent proposer un nombre d'heures directement sur l'acte d'engagement (Cf. annexe n°1 au présent CCAP) sur la base d'un minimum et d'un maximum déjà établi. Les candidats sont invités à se rendre sur le site afin de mieux apprécier la réalité du travail à effectuer et proposer un nombre d'heures cohérent.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

L'embauche de la personne en insertion devra être postérieure à la date de notification du marché. Toute embauche antérieure à cette date ne pourra être prise en compte dans la réalisation de la clause d'insertion.

Le PLIE par l'intermédiaire de son Chargé de Mission Clause d'Insertion est le seul organisme habilité par le maître d'ouvrage à pouvoir proposer des candidats aux entreprises. Les publics qui n'auront pas été préalablement validés par le PLIE ne pourront être pris en compte dans la réalisation de la clause d'insertion. Le PLIE est le seul organisme habilité par la maîtrise d'ouvrage à pouvoir valider les heures d'insertion.

A la demande du PLIE, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer Grand Calais Terres & Mers par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le PLIE , étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de non respect du titulaire à ses obligations et notamment à son engagement d'insertion, non remédié suivant l'envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure de s'exécuter dans un délai raisonnable décidé au cas par cas par le pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit sans préjudice de dommages et intérêts auxquels Grand Calais pourra prétendre.

## **5-2 L'accompagnement de la clause d'insertion :**

Pour toute information relative à la clause d'insertion :

Contact :

Monsieur Xavier FRANCOIS  
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Cap Calais  
70 rue Mollien – 62100 CALAIS  
03.21.19.57.57 / 06.66.94.67.57  
xavier.francois@parcours-calais.fr

Madame Julie GRIOCHE  
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Cap Calais  
70 rue Mollien – 62100 CALAIS  
03.21.19.57.57 / 06.67.11.66.06  
julie.grioche@parcours-calais.fr

### **Le contrôle de l'action d'insertion**

Le prestataire produira le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc...) à la mise en œuvre de l'action.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article suivant

Les personnes en insertion devront être intégrées sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise devra désigner un tuteur (responsable d'équipe) qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

Les personnes en insertion devront exécuter des tâches énoncées par le CCTP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

### **Pénalités**

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **Article 6. Garantie technique**

Sans objet.



## **Article 7. Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## **Article 8. Marchandises remises au titulaire**

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

## **Article 9. Prix**

### **9.1 Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

### **9.2 Variation des prix**

#### **9.2.1 Mois d'établissement du prix du marché**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de février 2017. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### **9.2.2 Type de variation des prix**

Tous les prix du présent marché sont révisables selon les mêmes modalités spécifiées ci-après.

La révision sera faite à la date anniversaire du Marché selon la formule suivante :

$$P/P0 = 0,15 + 0,85 (0,75 \times (NAT+CS1) / NAT0+CS10) + 0,15 IM/IM0 + 0,10 ES/ES0)$$

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations sont les suivants :

Indice	Définition
NAT	Indice général des salaires BTP / sources FFB
CS1	Coefficient de charges travaux publics
IM	Indice matériel / source FNTP
ES	Super carburant plombé / source INSEE

Les indices sont publiés au bulletin mensuel de la statistique et sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La variation des prix est limitée à 2 %. Cela se traduit de la manière suivante : à la date anniversaire du Marché, application de la formule de révision. Si coefficient de variation est inférieur à 2%, application de ce dernier. Si coefficient de variation supérieur à 2 %, application de 2 %.

#### **Clause de butoir**

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 2.00 %.

### **Article 10. Délai de paiement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **Article 11. Avance**

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Sous réserve des dispositions de l'article 135 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le prestataire doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article l'article 113 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 45 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux au titre desquels est accordée cette avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

## **Article 12. Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au C.C.A.G., notamment en son article 11.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

## **Article 13. Droit, Langue, Monnaie**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 et 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Entretien des zones d'activités. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance." "

## **Article 14. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes :

L'ensemble des observations portées sur les bons d'exécutions servira de base pour juger l'exécution des prestations.

Les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant aux prestations mises en cause.

- **Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifié ou non autorisé par le pouvoir adjudicateur, la pénalité journalière de 50 €.

- **Pénalités pour non remise en état des lieux**

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des emplacements du pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € en plus de la remise en état.

- **Pénalités pour non remise de documents**

Le titulaire est tenu de remettre dans les délais les documents contractuels (plan d'assurance qualité, programme d'exécution des travaux, journal de chantier, schéma d'organisation de suivi et d'évacuation des déchets ...)

En cas de non remise de documents, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 €.

## **Article 15. Formation**

Sans objet.

## **Article 16. Résiliation du Marché**

Les clauses du chapitre 6 du C.C.A.G. sont applicables.

## **Article 17. Dérogation au CCAG**

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG de fournitures et services

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

ANNEXE N°1 – Tableau avec le nombre d'heures d'insertion à réaliser

<b>Libellé</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser</b>
Lot: 1 Les Terrasses	45 heures mini / 90 heures maxi
Lot :2 Divers Sites	140 heures mini / 210 heures maxi
Lot : 3 Ouvrages d'assainissement	45 heures mini / 90 heures maxi